

CONSULTATION PUBLIQUE DE LA CRE DU 27 JUILLET 2017 N°2017-012 RELATIVE A  
LA CREATION D'UNE ZONE DE MARCHÉ UNIQUE DU GAZ EN FRANCE AU 1ER NOVEMBRE 2018

**-- Réponses de l'UNIDEN --**

*Question 1 : Etes-vous favorable aux conditions proposées d'utilisation des réseaux dans le cadre de la zone unique ?*

Oui.

*Question 2 : Etes-vous favorable aux modalités de répartition du déséquilibre au sein de la TRF, entre les zones d'équilibrage de TIGF et de GRTgaz ?*

Oui.

*Question 3 : Etes-vous satisfait de la qualité et des dates de publication des programmes de travaux des GRT ?*

Oui.

*Question 4 : Etes-vous favorable à la règle proposée par GRTgaz de répartition des restrictions mutualisées en amont ou en aval de la congestion ?*

Oui, l'UNIDEN y est favorable. Les règles de départ doivent effectivement être claires (ce qui est le cas de la proposition de GRTgaz), et un retour d'expérience permettra de les pérenniser ou infléchir si nécessaire.

*Question 5 : Etes-vous favorable à ce qu'aucune restriction mutualisée ne soit appliquée a priori, les jours où les travaux ont un petit impact ?*

Oui.

*Question 6 : Etes-vous favorable au seuil de 30 GWh/j au-delà duquel les travaux ne seraient plus traités par des mécanismes de levée des congestions ?*

L'UNIDEN est favorable aux propositions formulées par la CRE pour les maintenances supposées de relativement faible impact.

*Question 7 : Partagez-vous l'analyse des GRT et de la CRE sur le sens le plus probable des congestions au sein de la place de marché unique ?*

Oui.

*Question 8 : Le scénario de référence proposé par les GRT pour dimensionner les mécanismes de levée des congestions vous semble-t-il pertinent ?*

Oui.

*Question 9 : Le scénario de flux extrême proposé par les GRT vous semble-t-il pertinent ?*

Oui.

*Question 10 : Partagez-vous les conclusions des GRT et de la CRE sur les conditions de remplissage en été des stocks en aval des limites de congestion ?*

Oui.

*Question 11 : Etes-vous favorable à l'interruption des capacités interruptibles avant le déclenchement de tout autre mécanisme de levée des congestions ayant un coût pour la collectivité ?*

Avant toute réponse, il est nécessaire de bien distinguer le cas des différentes catégories de capacités interruptibles (existantes ou futures), qui ne peuvent avoir la même position dans le merit order.

Pour ce qui est des capacités interruptibles aux interconnexions, leur interruption préalable à l'activation d'un spread localisé peut effectivement se justifier pour certains cas (probablement peu fréquents). En effet un acteur qui en cas d'activation d'un spread localisé se sera engagé à injecter en amont de la congestion (uniquement) devra être a priori certain qu'il disposera des capacités de livraison à l'interconnexion en amont.

Pour ce qui est des capacités d'acheminement / livraison interruptibles existantes (historiques), comme de celles qui sont nouvellement envisagées (en déclinaison de l'article 158 de la LTECV), l'UNIDEN est tout à fait défavorable à ce qu'elles soient activées avant le spread localisé. Même si l'on pourrait faire une distinction entre les « historiques » (à préavis 72h) et les futures (à préavis 2h (!), à contraintes fortes, et à rémunération faible et incertaine, selon la rédaction actuelle du projet d'arrêté), l'UNIDEN considère à ce stade qu'il n'est absolument pas envisageable qu'elles soient prioritairement interrompues en cas de congestions résiduelles à venir du réseau (c'est-à-dire *hormis un début de crise gazière*).

L'UNIDEN est d'ailleurs persuadée que l'appel d'offres annuel dans le futur pour les nouvelles capacités interruptibles rémunérées ne pourra remporter un quelconque succès que s'il est clairement précisé dans l'arrêté les conditions raisonnablement limitatives de ces appels à interruption.

A ce titre, ce n'est pas un hasard si les capacités d'acheminement interruptibles ont été positionnées dans le Plan d'Urgence Gaz au 3<sup>ème</sup> niveau de crise dit « d'urgence » : ces « mesures non fondées sur le marché » ne peuvent logiquement être activées ...qu'une fois constaté que le marché (en temps réel, au moment de la crise) ne fonctionne plus du tout normalement !

Enfin, « last but not least », il est impensable qu'une telle mesure **d'interruption d'une activité économique** intervienne avant l'usage du « spread localisé », ce dernier étant un outil de marché en temps réel faisant appel à la flexibilité du moment des acteurs qui le peuvent, c'est-à-dire en principe flexibilité choisie librement et sans conséquences majeures (contrairement à la baisse voire l'arrêt de sites industriels).

- Même le processus de « restriction mutualisée », prévu dans le cadre de la PMU pour le cas où le « spread localisé » ne suffirait pas, ...aura moins de conséquences économiques/sécurité que l'interruption sélective de sites industriels
- La vocation des nouveaux contrats d'interruptibilité (dont l'arrêté reste à finaliser) doit être essentiellement d' identifier/hierarchiser les 1ers sites industriels à interrompre en cas de déclenchement d'un Plan d'Urgence Gaz – 1<sup>ère</sup> étape d'interruptions au-delà de laquelle sera vraisemblablement opérée (si encore nécessaire) une restriction mutualisée des sites consommateurs non protégés (à titre de délestage progressif du système gazier français).

*Question 12 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser des capacités non-souscrites, lorsqu'une congestion survient qui serait aggravée par l'augmentation des flux aux points concernés ?*

Oui.

*Question 13 : Etes-vous favorable aux modalités opérationnelles relatives à l'appel des spreads localisés telles qu'elles sont proposés par les GRT ? Avez-vous des remarques à formuler pour en améliorer l'efficacité ?*

Nous sommes favorables aux modalités opérationnelles proposées par les GRT.

Il nous semble cependant qu'il sera utile de clarifier les modalités de pénalisation en cas de non-respect par un expéditeur sélectionné suite à l'AO. En effet il paraît étonnant d'imposer que, après attribution d'un lot de vente au GRT à l'aval de la congestion, la somme des nominations aux points en aval de la congestion

soit *supérieure* ou égale à la programmation du cycle précédent additionnée du volume vendu au GRT !? Si jamais cet expéditeur renomme finalement moins que lors de sa programmation précédente (pour des raisons qui lui sont propres – comme une maintenance imprévue diminuant son besoin de consommation), il « aide le système gazier » (au moment d'une congestion) et donc ne peut pas être pénalisé pour une nomination plus faible.

De façon plus générale sur le mécanisme de « spread localisé », *nous attirons l'attention de la CRE sur le risque*, avec le déploiement large de ce nouvel outil potentiellement lucratif pour certains acteurs s'il est actionné assez régulièrement, ...*de congestions éventuellement plus ou moins provoquées*. La campagne d'injections estivales peut par exemple être propice, de façon naturelle, à des situations assez tendues du réseau. Dans de telles circonstances, et sachant que l'injection en stockage d'un volume n'est physiquement jamais à une semaine près, il serait inacceptable de constater que des injections alors maximisées au sud (de NS3 ou de NS4 par exemple) aillent provoquer une congestion, celle-ci appelant donc une offre ...de réduction d'injections ...par le ou les même(s) acteur(s) ! *Une grande vigilance de la CRE est donc absolument nécessaire*, avec l'aide des GRT : chaque occurrence de congestion conduisant à l'activation d'un AO de « spread localisé » devra faire l'objet d'une analyse de normalité ou doute éventuel, et en tout état de cause faire l'objet d'un REX spécifique après le 1<sup>er</sup> exercice.

*Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les GRT informent les expéditeurs du risque d'atteinte d'une limite dès J-1, et leur donne la possibilité de déposer une offre en même temps que cette notification ? Quel serait le meilleur horaire pour une telle notification ?*

L'UNIDEN n'est pas opposée à ce que les GRT informent en J-1 d'un risque potentiel. Cependant il ne faut pas négliger la tentation éventuellement induite alors, pour un acteur important, d'ensuite plus ou moins volontairement augmenter le risque afin de déclencher un AO « spread localisé » (surtout si cet acteur dispose justement sur le moment de flexibilités dans son portefeuille, susceptibles donc de lui permettre de faire des offres). Par conséquent si les GRT informent dès J-1, il sera important d'alors analyser (comme nous l'avons dit précédemment) les éventuels changements de programmation significatifs des acteurs importants sur J-1 et J.

En matière d'horaire pour la notification en J-1 si cette option est retenue, ne jamais dépasser 18h en tout état de cause (car, au-delà de cette heure, seuls les plus grands acteurs peuvent réagir aisément).

*Question 15 : Etes-vous favorable à la participation des CCCG aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?*

Oui.

*Question 16 : Etes-vous favorable à la mise à l'étude de la participation des sites industriels raccordés au réseau de transport aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?*

Oui. De manière à minimiser le coût pour la collectivité, le mieux est vraiment de développer toutes les flexibilités potentielles, y compris celles de certains industriels (certains procédés peuvent être flexibles, certains industriels disposent éventuellement de combustibles alternatifs en chaudières, etc).

*Question 17 : Etes-vous, comme la CRE, défavorable à la participation des opérateurs de stockage aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?*

Sur base en particulier du fait que les opérateurs de stockage sont susceptibles à l'avenir d'avoir à acheter plus significativement du gaz (par le mécanisme de recours si nécessaire après les enchères), l'UNIDEN n'est pas défavorable à la participation des opérateurs de stockage au « spread localisé ». En tout état de cause, ils ont d'ailleurs déjà bien souvent du « gaz de performance » à gérer. Si en outre cela peut réduire le terme de compensation stockage, pourquoi pas.

*Question 18 : Etes-vous favorable à la fixation d'un prix plafond ? Si oui, quel niveau considérez-vous comme pertinent ?*

Il est bien entendu pertinent de fixer un prix plafond, pour les raisons déjà évoquées d'effet d'aubaine toujours possible, et en particulier pour les 1ères années de mise en place d'un tel nouvel outil de marché. En matière de niveau, nous référant aux prix qui ont été retenus pour les simulations, nous estimons que :

- Pour l'été, un niveau de 3€/MWh est très excessif, et un niveau de l'ordre de 1€/MWh paraît plus normal. En effet :
  - Les investissements Val de Saône & Gascogne-Midi augmenteront les capacités fermes Nord vers Sud de tout de même 230 GWh/j, ce qui est considérable => En principe, toutes choses égales par ailleurs, il ne devrait normalement y avoir aucune congestion en été à l'avenir. Toute congestion estivale hors travaux devra faire l'objet d'une analyse très spécifique de la CRE.
    - D'ailleurs, nous référant à la question 11, ...on a effectivement du mal à imaginer que durant un été « normal » un spread localisé soit déclenché ...pour permettre à des opérateurs de poursuivre sereinement leur campagne d'injection ...mais avec comme conséquence potentiellement lourde l'interruption partielle de consommateurs industriels !
  - Puisque la cause des congestions en été serait essentiellement les injections estivales en stockage (plus ou moins prononcées ...et pourtant jamais « urgentes »), il n'est pas justifié de rémunérer à l'excès ...le simple ralentissement momentané d'une injection estivale ! Rappelons qu'actuellement 180 GWh/j de capacités Nord-Sud sont interruptibles, avec partage 50/50 entre la réduction des injections (donc jusqu'à 90 GWh/j de baisse pour les injections) et la réduction des capacités de transport. Les futures capacités fermes additionnelles des réseaux de transport, à hauteur de 230 GWh/j à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 2018, devraient donc normalement éradiquer toute congestion estivale.
- Pour l'hiver, le niveau de 10 €/MWh doit être un maximum absolu envisagé. Cela représente tout de même 2/3 de l'actuel prix de marché...

*Question 19 : Etes-vous favorable au recours à des spreads localisés pour lever les congestions résiduelles ?*  
Oui.

*Question 20 : Etes-vous favorable à l'utilisation d'optimisations avec des opérateurs adjacents pour lever certaines congestions ?*  
Oui.

*Question 21 : Etes-vous favorable au recours aux restrictions mutualisées en cas d'échec des autres mécanismes à résorber la congestion ?*

Oui. En cas de pénurie, il est en effet indispensable de faire déjà appel à l'« intelligence collective » permise par une répartition mutualisée des contraintes ...plutôt qu'à des interruptions/délestages plus ou moins « sauvages » de certains sites consommateurs, interruptions/délestages d'une part évidemment non optimisés en répartition de volumes, ...et d'autre part jamais dénués de risques technologiques et en matière de sécurité (par exemple pour certains procédés industriels, etc...) -- outre les conséquences commerciales pour les producteurs industriels qui (pour le moins) livreront ainsi en retard leurs clients.

De manière générale, la mutualisation de la restriction doit être privilégiée en situation « difficile » du système gazier, y compris lors de la nécessité d'un délestage de consommateurs industriels en cas d'activation du plan d'urgence gaz (ceci pour épargner les « clients protégés »).

*Question 22 : Considérez-vous, comme la CRE, que le swap stockage ne doit pas être retenu à ce stade ?*  
Oui.

*Question 23 : Considérez-vous, comme la CRE, que le mécanisme de rachat de nomination ne doit pas être retenu à ce stade ?*

Oui.

*Question 24 : Considérez-vous, comme la CRE, que la conversion de capacités fermes en capacités conditionnelles ou point-à-point ne doit pas être retenue ?*

Oui.

*Question 25 : Etes-vous favorable aux mécanismes de levée des congestions envisagés à ce stade par la CRE et leur priorisation ?*

L'UNIDEN est effectivement favorable aux mécanismes successifs proposés par la CRE en cas de congestion, avec le même ordre de priorisation.

*Question 26 : Etes-vous favorable à la proposition de déroulé des actions en fonction du niveau d'alerte, la veille et le jour-même ?*

Oui.

En tout état de cause, même si l'exercice est délicat, veiller à assurer le « juste niveau » de l'information divulguée (c'est-à-dire pas forcément trop ni trop tôt), ...ceci de manière à ne pas engendrer d'effet d'aubaine potentiel pour certains acteurs susceptibles d'amplifier la situation à risque.

*Question 27 : Etes-vous satisfait du dispositif d'information proposé par les GRT ?*

Oui.

*Question 28 : Etes-vous favorable au suivi du niveau de remplissage des stockages aval au cours de l'hiver ?*

Oui (moyennant, comme précisé, un travail préalable en Concertation Gaz – notamment pour bien baliser les conditions de déclenchement éventuel d'un spread localisé « de rattrapage de stock » afin de limiter les soutirages).

*Question 29 : Etes-vous favorable aux mécanismes que la CRE propose de retenir et d'étudier ?*

Oui.

*Question 30 : Etes-vous favorable aux priorités proposées par la CRE pour y recourir ?*

Oui.

*Question 31 : Souhaitez-vous, comme la CRE, que l'engagement de flux (flow commitment) soit étudié pour les cas de menace sur la continuité d'acheminement à moyen terme, notamment en raison d'un niveau de remplissage des stockages en aval des congestions trop faible ?*

L'UNIDEN n'est pas opposée à l'étude d'un mécanisme ultime, en réserve, du type flow commitment.

L'objectif de l'étude serait

- de prédéfinir les conditions bien limitatives dans lesquelles GRTgaz et/ou TIGF lanceraient un AO, exceptionnellement, dans le courant d'un hiver à risque particulier, auprès de contreparties susceptibles d'apporter alors rapidement le service d'engagement de flux localisé (dans un délai n'excédant pas 1 mois au maximum)
- de strictement en minimiser le coût a posteriori (bien sûr il ne devrait y avoir aucun coût a priori).

*Question 32 : Etes-vous favorable à la couverture des coûts dans le tarif ATRT6 ?*

Oui.

*Question 33 : Dans le cas où un compte de neutralité ad hoc est mis en place, la clé de répartition entre expéditeurs proposée par les GRT vous paraît-elle convenir ?*

Un compte de neutralité ad hoc, mesurant l'impact du traitement des congestions, doit effectivement être mis en place dès le 1<sup>er</sup> exercice.

L'UNIDEN partage tout à fait le sentiment de TIGF que l'impact des congestions induites par les travaux (« petits » ou grands) doit être séparé dans un compte spécifique (différent du compte de neutralité relatif aux congestions hors travaux).

La clé de répartition proposée par les GRT convient à l'UNIDEN à condition que :

- Les flux livrés aux interconnexions (quittant le territoire) soient pleinement impactés comme toutes les livraisons
- Les flux injectés vers les PITS soient également impactés
  - Ceci compte-tenu du risque (clairement démontré par les GRT en Concertation Gaz) que les injections estivales ...soient justement potentiellement les principales responsables des congestions. Le cas échéant, ce serait en effet un comble qu'en plus elles ne soient pas impactées par le coût des outils de décongestionnement de recours.

*Question 34 : Etes-vous favorable au recours à l'achat-vente de spread localisés en cas de congestion à l'hiver 2017-2018 ?*

L'UNIDEN y est favorable. Prévoir bien entendu un REX dès le printemps 2018, avec analyse effective pour chaque occurrence apparue sur l'hiver prochain (de manière à affiner si nécessaire les conditions opérationnelles à appliquer ensuite avec la future PMU).

*Question 35 : Etes-vous favorable à la pérennisation de l'expérimentation portant sur les produits localisés ?*  
Oui.

*Question 36 : Etes-vous favorable à l'intégration des prix d'achat-vente de produits localisés dans le prix de règlement des déséquilibres ?*

Le prix du produit localisé doit être intégré dans le calcul du prix moyen. Mais en raison des limites maximales exposées en réponse à la question 18, l'UNIDEN estime que pour la première période ce prix ne doit pas être retenu dans les éventuels extremums des interventions des GRT.

*Question 37 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la fin du dispositif de gaz circulant ?*

A l'expérience très douloureuse de certains hivers (dont encore 2016-2017) où le spread Nord-Sud s'est envolé considérablement (jusqu'à 22€/MWh en Janvier dernier...), l'UNIDEN a du mal à souscrire sans hésitation à la proposition suivante formulée par la CRE (bas de la page 41/44 de la Consultation) : « en cas de survenue d'une congestion Sud-Est, la capacité interruptible à la liaison Nord-Sud *devrait être interrompue pour encourager les expéditeurs à acheminer le gaz au Sud par les PITS et le PITTM de Fos* ». Il nous semble qu'annoncer à l'avance une telle mesure ne peut que mettre de l'huile sur le feu.

En ce sens, il nous semble prématuré de stopper dès cet hiver le dispositif de « gaz circulant », et l'UNIDEN recommande donc d'en reporter l'interruption au 1<sup>er</sup> Novembre 2018.